



Goût amer

La dérangeante vérité sur l'avis favorable émis par l'Organisation Mondiale de la Santé sur l'irradiation des aliments

Résumé du rapport spécial publié par Public Citizen et GRACE

L'organisation mondiale de la Santé (OMS) est la plus grande et la plus puissante agence de ce genre sur la planète. Créé en 1948 par les Nations Unies, la mission de l'OMS n'est rien de moins que préserver la santé de la population mondiale : « un état de complet bien être physique, mental et social, et non pas seulement l'absence de maladie et d'infirmité. »

En 1999, l'OMS a annoncé que tous les aliments pouvaient être « traités » à des doses non limitées de radiations ionisantes et demeurer sûrs pour la consommation humaine. Même si ces radiations (des rayons gamma émanant de matières radioactives comme le Cobalt 60 ou le Césium 137 ou d'électrons projetés à une vitesse proche de celle de la lumière par des accélérateurs linéaires) peuvent atteindre l'équivalent de plusieurs milliards de rayons X, le rapport de l'OMS affirme qu'irradier des aliments « n'a aucune conséquence nocive pour la santé. »

Mais, dans le processus mis en place pour évaluer la sûreté des aliments irradiés, l'OMS a-t-elle réellement respectée sa mission de protection de la santé de la population mondiale?

Comment les aliments irradiés ont-ils pu être déclarés sains et sans dangers, alors que les tests menés déjà dans les années 1950 montraient que les animaux consommant des aliments irradiés souffraient des dizaines de problèmes de santé, dont des morts prématurées, des mutations ou d'autres anomalies génétiques, des morts u fœtus et autres problèmes de reproduction, des problèmes de système immunitaire, des hémorragies internes mortelles, des

déprédations organiques, des tumeurs, des problèmes de croissance et des carences nutritionnelles ?

L'évaluation de l'OMS at-elle été menée de manière indépendante, non soumise aux des efforts pour encourager la légalisation, la commercialisation et l'acceptation par les consommateurs des aliments irradiés ?

L'analyse de l'OMS a-t-elle été biaisée par les pressions pour donner un nouveau souffle à l'industrie nucléaire ?

Une étude en profondeur de l'action de l'OMS depuis plus de 40 ans pour évaluer la sûreté des aliments irradiés révèle que :

- L'OMS a joué un rôle clé dans l'abandon du programme original de recherches qu'elle avait co-proposé en 1961, qui encourageait à poursuivre les expérimentations sur la toxicité ou la radioactivité des aliments irradiés, sur la possibilité qu'ils puissent être à l'origine de cancers, de mutations ou de carences nutritionnelles et qui plus est sur la possibilité que les experts scientifiques aient assez d'éléments en main pour répondre à ces interrogations fondamentales.
- L'OMS a laissé à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, le principal défenseur au niveau mondial de la technologie nucléaire, la responsabilité de mener les études sur la sûreté des aliments irradiés. L'AIEA a publié 19 des 29 principaux rapports internationaux sur l'irradiation des aliments depuis 1962.
- L'OMS laissant à l'AIEA le rôle moteur, celle-ci a mené une campagne en faveur de la légalisation, de la commercialisation et de

l'acceptation par les consommateurs des aliments irradiés dans le monde entier. Une des publications de l'AIEA déclare: « Nous devons travailler avec des experts en marketing et en psychologie sur les moyens de rassurer le public. Tout mot ou expression contenant les termes 'radiation' ou 'irradié' devrait être exclu du label. »

- L'OMS a contribué à écarter et à minimiser les preuves montrant que les aliments irradiés pourraient ne pas être sûrs pour la consommation humaine. L'OMS, avec l'appui de l'AIEA et de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), ont affirmé, à propos des recherches qui révélaient des problèmes de santé chez les animaux mangeant des aliments irradiés, que ces problèmes de santé ne pouvaient être attribués à l'irradiation. De plus, des recherches aboutissant à des conclusions similaires ont souvent été volontairement occultées dans les rapports importants.

- L'OMS a contribué à écarter des indices récents selon lesquels un produit dérivé nouveau formé dans les aliments irradiés, le cyclobutanone, était facteur de cancer, de tumeur et de lésions et pouvait entraîner des déprédations génétiques dans les cellules humaines.

En affirmant, malgré les nombreuses preuves soutenant le contraire, que les aliments irradiés n'étaient pas dangereux pour la santé humaine, l'Organisation Mondiale de la Santé a manqué à sa mission d'une façon qui pourrait mettre en péril la santé de millions de personnes dans plus de 50 pays où ces produits sont vendus en toute légalité.

Du fait des irrégularités intervenues dans le processus par lequel l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture ont avalisé l'irradiation des aliments, Public Citizen et GRACE font les recommandations suivantes :

- L'OMS, l'AIEA et la FAO devraient sans délais poser un moratoire sur toute nouvelle

recommandation à accroître l'irradiation des aliments.

- L'OMS, l'AIEA et la FAO devraient sans délais retirer l'avis favorable qu'ils ont énoncé en faveur de l'irradiation de tous les aliments à quelque dose que ce soit. Ces agences devraient informer tous leurs Etats membres de cette action et recommander qu'ils cessent toute forme d'irradiation des aliments.

- L'OMS devrait sans délais conduire, commander ou encourager la publication de recherches scientifiques sur les questions essentielles de la sûreté de l'irradiation des aliments, dans la ligne de ce qui avait été décidé lors de la première conférence importante sur l'irradiation des aliments tenue en 1961 à Bruxelles. Des recherches devraient

L'OMS a contribué à écarter des indices récents selon lesquels un produit dérivé nouveau formé dans les aliments irradiés, le cyclobutanone, était facteur de cancer, de tumeur et de lésions et pouvait entraîner des déprédations génétiques dans les cellules humaines.

aussi être conduites sur la toxicité du cyclobutanone et sur la formation ou la concentration anormale, à la suite de l'exposition à des radiations, de substances reconnues ou suspectées d'augmenter les risques de cancer, les problèmes à la naissance et les autres problèmes de santé.

- L'accord de 1959 qui donne à l'AIEA la « responsabilité principale » pour les recherches et le développement des technologies nucléaires et qui oblige l'OMS à consulter l'AIEA sur des sujets relatifs devrait être dissout.

- Les Nations Unies devraient sans délais saisir un groupe d'experts indépendants dans les domaines de la toxicologie, des sciences alimentaires, de la nutrition, de la chimie de la radiation et d'autres domaines compétents pour mener une étude globale sur les activités de l'OMS, de l'AIEA et de la FAO en terme d'irradiation des aliments. Ce groupe devrait aussi observer si l'AIEA, en analysant la sûreté des aliments irradiés, a corrompu le processus. Toutes ces enquêtes devraient être menées de façon transparente et publique.